

# Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Pointe-Claire

Code géographique : 66097

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

## **Section I - États financiers**

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marie-Josée Boissonneault, atteste la véracité du rapport financier

de Pointe-Claire pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.  
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature \_\_\_\_\_ Date 2016-04-26

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
<b>Renseignements non audités</b>	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
<b>Section II</b>	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

## **Section I - États financiers**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil municipal de  
Ville de Pointe-Claire

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Pointe-Claire , qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état des résultats, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers , sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers . Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers .

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Pointe-Claire au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Pointe-Claire inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 16-1, 16-2 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

[Original signé par]

1

Montréal

---

(1) CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A117472

DATE 2016-04-26

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

[Original signé par]

DATE \_\_\_\_\_

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>Revenus</b>						
<b>Fonctionnement</b>						
Taxes	1	117 168 800	117 218 646		117 218 646	117 514 029
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 508 800	1 749 125		1 749 125	1 808 712
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 910 200	1 318 599		1 318 599	1 031 305
Services rendus	5	5 191 100	6 481 595		6 481 595	5 666 781
Imposition de droits	6	2 287 000	4 747 183		4 747 183	3 417 630
Amendes et pénalités	7	1 018 000	706 604		706 604	1 197 248
Intérêts	8	1 038 000	1 133 416		1 133 416	1 237 147
Autres revenus	9		(60 754)		(60 754)	
	10	130 121 900	133 294 414		133 294 414	131 872 852
<b>Investissement</b>						
Taxes	11		1 199 197		1 199 197	12 908
Quotes-parts	12					
Transferts	13					801 560
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14		255 000		255 000	122 450
Autres	15					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17		1 454 197		1 454 197	936 918
	18	130 121 900	134 748 611		134 748 611	132 809 770
<b>Charges</b>						
Administration générale	19	23 789 650	22 981 706	636 299	23 618 005	22 656 988
Sécurité publique	20	28 147 800	28 018 152	101 236	28 119 388	27 886 170
Transport	21	27 125 750	26 351 836	4 477 055	30 828 891	29 491 637
Hygiène du milieu	22	12 406 200	12 436 264	3 219 511	15 655 775	15 145 123
Santé et bien-être	23	117 600	117 639		117 639	84 321
Aménagement, urbanisme et développement	24	2 311 400	2 247 664	29 991	2 277 655	2 321 317
Loisirs et culture	25	22 648 100	21 733 010	2 355 182	24 088 192	23 402 945
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	3 328 200	2 629 225		2 629 225	3 122 131
Amortissement des immobilisations	28	10 180 600	10 819 274	( 10 819 274 )		
	29	130 055 300	127 334 770		127 334 770	124 110 632
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	66 600	7 413 841		7 413 841	8 699 138

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	66 600	7 413 841	8 699 138
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 1 454 197 ) (	( 936 918 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	66 600	5 959 644	7 762 220
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Amortissement	4	10 180 600	10 819 274	10 310 764
Produit de cession	5		337 750	
(Gain) perte sur cession	6		60 754	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	10 180 600	11 217 778	10 310 764
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	7 414 900 ) (	8 139 013 ) (	18 137 152 )
	18	(7 414 900)	(8 139 013)	(18 137 152)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	1 100 000 ) (	208 680 ) (	184 808 )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21		4 227 137	11 821 317
Réserves financières et fonds réservés	22	(779 600)	(537 490)	(309 477)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(952 700)	(916 247)	(899 014)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(2 832 300)	2 564 720	10 428 018
	26	(66 600)	5 643 485	2 601 630
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		11 603 129	10 363 850

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1		1 454 197	936 918
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Acquisition				
Administration générale	2	( 1 050 482 )	( 716 482 )	( 258 577 )
Sécurité publique	3	( 92 789 )	( 63 287 )	( 19 719 )
Transport	4	( 11 683 767 )	( 7 968 922 )	( 8 008 506 )
Hygiène du milieu	5	( 9 867 664 )	( 6 730 248 )	( 8 616 224 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )	( )
Loisirs et culture	8	( 4 256 598 )	( 2 903 216 )	( 537 241 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )
	10	( 26 951 300 )	( 18 382 155 )	( 17 440 267 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Acquisition	11	( )	( )	( )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités d'investissement	13			11 029 496
<b>Affectations</b>				
Activités de fonctionnement	14	1 100 000	208 680	184 808
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16		2 661 988	3 292 223
Réserves financières et fonds réservés	17		1 025 501	1 827 060
	18	1 100 000	3 896 169	5 304 091
	19	(25 851 300)	(14 485 986)	(1 106 680)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	(25 851 300)	(13 031 789)	(169 762)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
CHARGES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Rémunération</b>	1	26 263 100	25 877 681	26 178 269
<b>Charges sociales</b>	2	8 203 000	6 277 102	5 873 160
<b>Biens et services</b>	3	20 757 700	19 209 315	18 035 939
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	2 991 700	2 629 225	3 122 131
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	336 500		
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8			
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	60 130 700	60 125 013	59 399 252
Autres	10		1 555 703	708 264
Autres organismes	11	536 000	280 476	297 452
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	10 180 600	10 819 274	10 310 764
<b>Autres</b>				
-	13	656 000	560 235	173 950
-	14			
-	15		746	11 451
	16	130 055 300	127 334 770	124 110 632

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	117 168 800	118 417 843	117 526 937
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 508 800	1 749 125	1 808 712
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 910 200	1 318 599	1 832 865
Services rendus	5	5 191 100	6 481 595	5 666 781
Imposition de droits	6	2 287 000	4 747 183	3 417 630
Amendes et pénalités	7	1 018 000	706 604	1 197 248
Intérêts	8	1 038 000	1 133 416	1 237 147
Autres revenus	9		194 246	122 450
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	130 121 900	134 748 611	132 809 770
<b>Charges</b>				
Administration générale	12	24 384 650	23 618 005	22 656 988
Sécurité publique	13	28 260 500	28 119 388	27 886 170
Transport	14	31 217 750	30 828 891	29 491 637
Hygiène du milieu	15	15 263 700	15 655 775	15 145 123
Santé et bien-être	16	117 600	117 639	84 321
Aménagement, urbanisme et développement	17	2 339 700	2 277 655	2 321 317
Loisirs et culture	18	25 143 200	24 088 192	23 402 945
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	3 328 200	2 629 225	3 122 131
	21	130 055 300	127 334 770	124 110 632
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	66 600	7 413 841	8 699 138
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		150 260 342	141 216 320
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		12 868 678	13 213 562
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		163 129 020	154 429 882
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26		170 542 861	163 129 020

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	66 600	7 413 841	8 699 138
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	26 951 300 ) (	18 382 155 ) (	17 440 267 )
Produit de cession	3		337 750	
Amortissement	4	10 180 600	10 819 274	10 310 764
(Gain) perte sur cession	5		60 754	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(16 770 700)	(7 164 377)	(7 129 503)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		97 665	(53 726)
Variation des autres actifs non financiers	10		(231 451)	(81 765)
	11		(133 786)	(135 491)
	12	(16 704 100)	115 678	1 434 144
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(16 704 100)	115 678	1 434 144
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(55 336 505)	(69 984 211)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			13 213 562
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(55 336 505)	(56 770 649)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18		(55 220 827)	(55 336 505)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse	1	22 108 093	30 797 895
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	19 633 803	19 931 277
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	41 741 896	50 729 172
<b>PASSIFS</b>			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	19 707 171	18 696 590
Revenus reportés (note 12)	13	328 157	22 693
Dette à long terme (note 13)	14	72 740 995	82 166 394
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	4 186 400	5 180 000
	16	96 962 723	106 065 677
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	<b>(55 220 827)</b>	<b>(55 336 505)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	18	224 910 791	217 746 414
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	493 502	591 167
Autres actifs non financiers (note 17)	21	359 395	127 944
	22	225 763 688	218 465 525
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23	<b>170 542 861</b>	<b>163 129 020</b>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 413 841	8 699 138
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	10 819 274	10 310 764
Autres			
- Perte sur cession	3	60 754	
-	4		
	5	18 293 869	19 009 902
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	297 474	1 822 357
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	1 010 581	1 571 842
Revenus reportés	9	305 464	(28 040)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(993 600)	(1 831 400)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	97 665	(53 726)
Autres actifs non financiers	13	(231 451)	(81 765)
	14	18 780 002	20 409 170
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 18 382 155 )	( 17 440 267 )
Produit de cession	16	337 750	
	17	(18 044 405)	(17 440 267)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23		
<b>Activités de financement (note 23)</b>			
Émission de dettes à long terme	24		11 029 496
Remboursement de la dette à long terme	25	( 9 425 399 )	( 19 283 596 )
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(9 425 399)	(8 254 100)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	31	(8 689 802)	(5 285 197)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	32	30 797 895	36 083 092
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>	33	22 108 093	30 797 895

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Pointe-Claire est un organisme municipal reconstituée le 1er janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003 chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret no 1229-205 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

### 2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la municipalité (Ville), lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales *présenté aux pages 8 et 9*, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1 et 16-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariat

S/O

#### B) Comptabilité d'exercice

##### Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité (Ville) pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

##### Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

**C) Actifs financiers**

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

**D) Passifs**

S/O

**E) Actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti (FIFO).

**Immobilisations**

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructure: 40 ans et 20 ans (Parcs publics & éclairage)

Bâtiments : 40 ans et 20 ans

Véhicules : 10 ans ou 20 ans (Véhicules lourds)

Machinerie, outillage & équipement : 10 ans

Machinerie lourde: 20 ans

Ameublement & équipement de bureau: 10 ans

Equipements informatiques: 5 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

**F) Revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à une définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste "Revenu reporté".

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

### G) Avantages sociaux futurs

#### Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

#### Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titres des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante: Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 DÉCEMBRE 2015 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité (Ville) a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

**I) Instruments financiers**

S/O

**J) Autres éléments**

S/O

**3. Modification de méthodes comptables****Passif au titre des sites contaminés**

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260, « Passif au titre des sites contaminés ».

L'adoption de cette nouvelle norme, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2014, n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la Ville au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date.

**Paiements de transfert***Adoption rétrospective avec retraitement des états financiers antérieurs*

Au cours de l'exercice, la Ville a modifié rétrospectivement la méthode de comptabilisation des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres dépenses financées ou devant être financées par emprunts dont certains travaux ont été réalisés. Antérieurement, conformément à la demande du Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, la Ville ne constatait que la partie de la subvention qui était exigible et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement, alors que les interprétations de la norme comptable sur les paiements de transfert indiquent que ces subventions doivent être comptabilisées lorsqu'elles sont autorisées par le cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la Ville a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette modification a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

2014, les ajustements suivants :

	Augmentation (diminution)
	\$
État de la situation financière	
Débiteurs - gouvernement du Québec et ses entreprises	12 868 678
Dette nette et excédent (déficit) accumulé	(12 868 678)
État des résultats	
Revenus - transferts	(344 884)
Excédent de l'exercice	(344 884)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice 01/01/2014	13 213 562
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice 31/12/2014	12 868 678

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	22 108 093	30 797 895
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
<b>Note</b>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	4	2 027 962	1 819 383
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	12 443 789	14 651 065
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	511 426	577 304
Organismes municipaux	8	1 605 241	776 141
Autres			
- Droits de mutation/taxes eau	9	2 438 484	1 535 644
- Amendes pénalités et autres	10	606 901	571 740
	11	19 633 803	19 931 277
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	9 668 777	10 955 164
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	9 668 777	10 955 164
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	1 136 397	622 365
<b>Note</b>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
<b>Note</b>			
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>			
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(1 847 600)	(2 788 900)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	( 2 338 800 )	( 2 391 100 )
	27	<u>(4 186 400)</u>	<u>(5 180 000)</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	1 636 000	1 704 400
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	42 500	57 400
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	49 447	51 537
	33	<u>1 727 947</u>	<u>1 813 337</u>

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

**Note**

<b>9. Autres actifs financiers</b>			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		

**Note**

**10. Emprunts temporaires**

<b>11. Crédoeurs et charges à payer</b>			
Fournisseurs	37	5 902 458	5 656 838
Salaires et avantages sociaux	38	7 056 128	7 354 590
Dépôts et retenues de garantie	39	4 844 801	3 977 213
Provision pour contestations d'évaluation	40	1 292 423	610 609
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Provisions ,intérêts	43	611 361	1 097 340
-	44		
-	45		
-	46		
-	47		
	48	<u>19 707 171</u>	<u>18 696 590</u>

**Note**

<b>12. Revenus reportés</b>			
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts	50		
Autres			
- Activités de loisirs ,divers	51	328 157	22 693
-	52		
	53	<u>328 157</u>	<u>22 693</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	4,70	2016	2024	54	72 740 995	82 166 394
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres					61		
					62	72 740 995	82 166 394
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	( )	( )
					64	72 740 995	82 166 394

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2015</u>		
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2016	65	73	24 900 203	81	90	98	24 900 203
2017	66	74	10 691 100	82	91	99	10 691 100
2018	67	75	1 947 700	83	92	100	1 947 700
2019	68	76	4 413 000	84	93	101	4 413 000
2020	69	77	22 432 000	85	94	102	22 432 000
2021 et +	70	78	8 356 992	86	95	103	8 356 992
	71	79	72 740 995	87	96	104	72 740 995
Intérêts et frais accessoires				88	( )	105	( )
	72	80	72 740 995	89	97	106	72 740 995

**Note**

		2015	2014
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	107	(55 220 827)	(55 336 505)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108		
Autres	109		
	110	(55 220 827)	(55 336 505)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	111	(19 967 988)	139	3 324 606	166	(68 831 827)	193	52 188 445
Eaux usées	112	(43 267 510)	140	3 217 439	167	(107 074 764)	194	67 024 693
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	328 012 141	141	7 580 054	168	174 538 263	195	161 053 932
Autres	114		142		169		196	
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	66 069 541	144	2 423 613	171		198	68 493 154
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	13 189 125	146	756 802	173	403 548	200	13 542 379
Ameublement et équipement de bureau	119	6 243 991	147	138 742	174		201	6 382 733
Machinerie, outillage et équipement divers	120	22 375 597	148	289 520	175		202	22 665 117
Terrains	121	13 887 812	149		176		203	13 887 812
Autres	122	10 147 016	150	651 379	177		204	10 798 395
	123	<u>396 689 725</u>	151	<u>18 382 155</u>	178	<u>(964 780)</u>	205	<u>416 036 660</u>
Immobilisations en cours	124	<u>1 368 328</u>	152		179	<u>1 368 328</u>	206	
	125	<u>398 058 053</u>	153	<u>18 382 155</u>	180	<u>403 548</u>	207	<u>416 036 660</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	126	(15 247 366)	154	1 244 682	181	(32 760 615)	208	18 757 931
Eaux usées	127	(26 179 397)	155	1 614 772	182	(55 376 404)	209	30 811 779
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	159 013 057	156	4 516 492	183	88 137 019	210	75 392 530
Autres	129		157		184		211	
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	21 225 147	159	1 691 377	186		213	22 916 524
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	7 910 197	161	526 568	188	5 044	215	8 431 721
Ameublement et équipement de bureau	134	5 251 749	162	164 776	189		216	5 416 525
Machinerie, outillage et équipement divers	135	19 843 203	163	460 845	190		217	20 304 048
Autres	136	8 495 049	164	599 762	191		218	9 094 811
	137	<u>180 311 639</u>	165	<u>10 819 274</u>	192	<u>5 044</u>	219	<u>191 125 869</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	138	<u>217 746 414</u>					220	<u>224 910 791</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>		
Immeubles de la réserve foncière	231	
Immeubles industriels municipaux	232	
Autres	233	
	234	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	

**Note**

<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance	237	359 395	127 944
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	359 395	127 944

**Note****18. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, d'après des contrats pour la collecte et le transport des déchets domestiques, des matières secondaires récupérables, des matières compostables et la disposition de matériaux secs échéant jusqu'en 2018, à verser une somme totale de 2,835,706 \$. Les paiements exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 1,985,849 \$ en 2016 et à 599,056 \$ en 2017 et à 250,801 \$ en 2018.

La Ville s'est engagée d'après des contrats relatifs au déblaiement & enlèvement de la neige échéant jusqu'en 2018, à verser une somme totale de 4,431,334 \$. Les paiements exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 1,834,292 \$ en 2016 et à 1,555,531 \$ en 2017 et à 1,041,511 \$ en 2018.

La Ville s'est engagée, d'après des contrats de services échéant jusqu'en 2020, à verser une somme de 5,935,059 \$. Les paiements exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 2,667,514 \$ en 2016 et à 1,996,477 \$ en 2017 et 630,968 \$ en 2018 et 526,423 \$ en 2019, 143,677 \$ en 2020.

**19. Éventualités****a) Cautionnement et garantie**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

---

**b) Auto-assurance**

S/O

**c) Poursuites**

La Ville fait l'objet de plusieurs réclamations totalisant un montant d'environ 6,800,000 \$ pour diverses raisons telles que des actions prises suite à l'exécution de travaux ainsi que pour dommages et intérêts. La direction est d'avis que ces réclamations sont non fondées et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

**d) Autres**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

S/O

**21. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets ( de la dette nette ) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

**22. Instruments financiers**

S/O

		2015	2014
<b>23. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	241	22 108 093	30 797 895
Découvert bancaire	242	( )	( )
Placements temporaires	243		
<i>Ajouter</i>			
-	244		
-	245		
-	246		
-	247		
<i>Déduire</i>			
-	248	( )	( )
-	249	( )	( )
-	250	( )	( )
-	251	( )	( )
-	252	( )	( )
-	253	( )	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)</b>			
<b>à la fin de l'exercice</b>	254	22 108 093	30 797 895
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	255		
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**24. Fonds local d'investissement**

2015

2014

**RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	256
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257
Autres revenus	258
	<u>259</u>

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260
Variation de la provision pour moins-value	261
	<u>262</u>
Autres charges	263
	<u>264</u>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>265</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	(	)
	<u>271</u>		
	<u>272</u>		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	<u>276</u>		
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>277</b>		

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	<u>281</u>

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**25. Fonds local de solidarité****2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<hr/> 292 <hr/>
---	-----------------

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	(	) (
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

**Solde du Fonds local de solidarité**

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

---

**Note sur la dette à long terme**

---

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

---

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 18 472 671	20 696 513
Excédent de fonctionnement affecté	2 13 516 407	7 494 461
Réserves financières et fonds réservés	3 4 129 404	3 631 900
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ( 2 896 793 ) (	( 3 813 040 )
Financement des investissements en cours	5 (24 517 402)	(11 415 998)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 161 838 574	146 535 184
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	170 542 861	163 129 020
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>		
Administration municipale	9 18 472 671	20 696 513
Organismes contrôlés	10	11
	18 472 671	20 696 513
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Réserve - déneigement	12 650 000	650 000
- Réserve - projet 2008	13 8 156	11 795
- Réserve - projet 2009	14	15 000
- Réserve - projet urbanisme	15 279 649	501 567
- Réserve - projet 2011	16 308 749	323 719
- Réserve - projet 2012	17 437 053	961 152
- Réserve - projet 2013	18 1 347 148	2 255 516
- Réserve - projet 2014	19 1 955 071	2 775 712
- Réserve - projet 2015	20 8 530 581	21
	13 516 407	7 494 461
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	23
-	23	24
-	24	25
	13 516 407	7 494 461
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières		
-	27	28
-	28	29
-	29	30
-	30	31
-	31	32
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 3 016 937	2 493 085
Fonds parcs et terrains de jeux	34 444 347	540 311
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	36
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	37
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 431 456	361 840
Financement des activités de fonctionnement	38 236 664	236 664
Fonds local d'investissement	39	40
Fonds local de solidarité	40	41
Autres	41	42
-	42	43
-	43	44
-	44	45
	4 129 404	3 631 900
	4 129 404	3 631 900

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 ( ) ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	48 ( 18 393 ) ( )	( 29 240 )
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 ( 2 103 200 ) ( )	( 2 804 300 )
Régimes non capitalisés	50 ( 775 200 ) ( )	( 979 500 )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( ) ( )	( )
Autres	52 ( ) ( )	( )
Régimes non capitalisés	53 ( ) ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 ( ) ( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 ( ) ( )	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 ( ) ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	57 ( ) ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ( ) ( )	( )
Autres		
-	59 ( ) ( )	( )
-	60 ( ) ( )	( )
	61 ( 2 896 793 ) ( )	( 3 813 040 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 ( ) ( )	( )
Autre financement	63 ( ) ( )	( )
	64 ( 2 896 793 ) ( )	( 3 813 040 )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	65 1 166 576	1 828 445
Investissements à financer	66 ( 25 683 978 ) ( )	( 13 244 443 )
	67 (24 517 402)	(11 415 998)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 224 910 791	217 746 414
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 224 910 791	217 746 414
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 72 740 995	82 166 394
Frais reportés liés à la dette à long terme	75	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 ( 9 773 764 ) ( )	( 10 958 666 )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 ( ) ( )	( )
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 ( ) ( )	( )
	79 62 967 231	71 207 728
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80 104 986	3 502
	81 63 072 217	71 211 230
	82 161 838 574	146 535 184



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (2 788 900)	(4 572 700)
Charge de l'exercice	5 ( 1 636 000 )	( 1 704 400 )
Cotisations versées par l'employeur	6 2 577 300	3 488 200
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(1 847 600)</u>	<u>(2 788 900)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 90 288 700	90 485 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( 94 533 700 )	( 89 685 600 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (4 245 000)	800 100
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 2 397 400	(3 589 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (1 847 600)	(2 788 900)
Provision pour moins-value	13 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(1 847 600)</u>	<u>(2 788 900)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>                    </u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 90 288 700	<u>                    </u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( 94 533 700 )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( 4 245 000 )	( )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 3 107 200	2 546 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	<u>(2 610 600)</u>
	21 3 107 200	(64 200)
Cotisations salariales des employés	22 ( 1 562 100 )	( 1 532 700 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( )	( 900 )
	24 1 545 100	(1 597 800)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 (33 200)	347 300
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	2 610 600
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 511 900</u>	<u>1 360 100</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 5 312 600	4 948 400
Rendement espéré des actifs	34 ( 5 188 500 )	( 4 604 100 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 124 100	344 300
Charge de l'exercice	36 <u>1 636 000</u>	<u>1 704 400</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 1 163 000	10 659 500
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 ( 5 188 500 )	( 4 604 100 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (4 025 500)	6 055 400
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (1 927 700)	(1 489 100)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 5 499 400	5 620 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 90 288 700	90 485 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 12	12
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 6,00 %	5,90 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,90 %	5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 <u>1</u>	57 <u>1</u>	58 <u></u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2015	2014
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	59 ( 2 391 100 )	( 2 438 700 )
Charge de l'exercice	60 ( 42 500 )	( 57 400 )
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 94 800	105 000
Passif à la fin de l'exercice	62 ( <u>2 338 800</u> )	( <u>2 391 100</u> )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ( 1 822 200 )	( 1 799 500 )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 (516 600)	(591 600)
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ( <u>2 338 800</u> )	( <u>2 391 100</u> )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66 49 000	40 600
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67	
	68 49 000	40 600
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 ( )	( )
	70 49 000	40 600
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71 (69 500)	(64 100)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74	
Autres		
-	75	
-	76	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77 (20 500)	(23 500)
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78 63 000	80 900
Charge de l'exercice	79 42 500	57 400
<b>Informations complémentaires</b>		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80 (5 500)	34 100
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81 11	11
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82 3,50 %	3,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85 5,00 %	5,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86 3,50 %	3,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87 2033	2033
Autres hypothèses économiques		
-	88	
-	89	

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	91	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 93		

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94  Oui  
95  Non

Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	<b>2015</b>	<b>2014</b>
	5	6

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b> 97	6 750	7 953
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 98	22 748	26 800
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	26 699	24 737
100	49 447	51 537

**Note**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

---

**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	72 740 995
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	25 683 978
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	2 348 697
Débiteurs	8	9 668 777
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	

---

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	86 407 499
---	----	------------

---

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés**

Endettement net à long terme	16	86 407 499
------------------------------	----	------------

---

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	387 246
Autres organismes	19	

---

Endettement total net à long terme	20	86 794 745
------------------------------------	----	------------

---

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	59 391 000
---	----	------------

---

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	146 185 745
---	----	-------------

---

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

---

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

---

## **RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ANALYSE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

<b>TAXES</b>		<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	112 699 800	113 103 339	111 947 621
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	1 694 000	1 599 466	1 966 933
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	114 393 800	114 702 805	113 914 554
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	2 775 000	2 445 188	3 570 587
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18		70 653	28 888
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20		1 199 197	12 908
	21	2 775 000	3 715 038	3 612 383
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative				
Autres	22			
	23			
	24			
	25	2 775 000	3 715 038	3 612 383
	26	117 168 800	118 417 843	117 526 937

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
<b>Immeubles des réseaux</b>			
Santé et services sociaux	32	560 000	571 001
Cégeps et universités	33		1 062 276
Écoles primaires et secondaires	34	862 800	1 069 398
	35	1 422 800	1 640 399
			1 714 703
<b>Autres immeubles</b>			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	1 422 800	1 640 399
			1 714 703
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>			
Taxes sur la valeur foncière	41	61 400	46 981
Taxes sur une autre base			62 971
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44	61 400	46 981
			62 971
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
<b>AUTRES</b>			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49	24 600	61 745
	50	24 600	31 038
	51	1 508 800	1 749 125
			1 808 712

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	52		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	15 900	18 675
Enlèvement de la neige	58		6 890
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68	285 900	86 765
Traitement des eaux usées	69		177 501
Réseaux d'égout	70	285 900	86 766
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		293 027
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	310 000	353 114
Tri et conditionnement	73		311 582
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		16 626
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83	20 000	4 658
Promotion et développement économique	84		12 478
Autres	85		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	86	916 500	237 508
Activités culturelles			
Bibliothèques	87	76 000	221 460
Autres	88		15 740
<b>Réseau d'électricité</b>	89		
	90	1 910 200	1 318 599
			1 026 222

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	91		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		801 560
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
<b>Réseau d'électricité</b>	128		
	129		801 560

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		5 083
	138		5 083
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139      1 910 200	1 318 599	1 832 865

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES</b>			
<b>MUNICIPAUX</b>			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146	168 700	172 958
Autres	147		178 185
	148	168 700	172 958
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	292 700	300 805
Réseau de distribution de l'eau potable	156		441 876
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167	292 700	300 805
167	292 700	300 805	441 876
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	461 400	620 061
		473 763	620 061

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	380 900	1 061 893	556 649
Sécurité publique	183	55 900	82 700	92 005
Transport				
Réseau routier	184	50 000	103 608	93 882
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	150 000	183 336	202 500
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	4 092 900	4 576 295	4 101 684
Réseau d'électricité	194			
	195	4 729 700	6 007 832	5 046 720
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	5 191 100	6 481 595	5 666 781
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	477 400	621 524	533 908
Droits de mutation immobilière	198	1 809 600	4 125 659	2 883 722
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	2 287 000	4 747 183	3 417 630
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	1 018 000	706 604	1 197 248
<b>INTÉRÊTS</b>	203	1 038 000	1 133 416	1 237 147
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(60 754)	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		255 000	122 450
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211			
	212		194 246	122 450

**ANALYSE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		Budget 2015	Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	748 000	691 294		691 294	753 100
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	3 581 700	2 985 566		2 985 566	2 965 664
Greffe	4	2 165 700	1 057 231		1 057 231	1 048 668
Évaluation	5	486 600	486 596		486 596	437 416
Gestion du personnel	6	2 001 400	1 858 940		1 858 940	1 834 715
Autres	7	14 806 250	15 902 079	636 299	16 538 378	15 617 425
	8	23 789 650	22 981 706	636 299	23 618 005	22 656 988
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	9	16 260 900	16 260 858		16 260 858	16 258 166
Sécurité incendie	10	9 203 000	9 202 990		9 202 990	9 084 132
Sécurité civile	11	2 400 100	2 258 825		2 258 825	2 203 637
Autres	12	283 800	295 479	101 236	396 715	340 235
	13	28 147 800	28 018 152	101 236	28 119 388	27 886 170
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	10 281 250	10 249 870	3 432 130	13 682 000	12 902 859
Enlèvement de la neige	15	2 790 300	2 000 093	553 856	2 553 949	2 989 290
Éclairage des rues	16	947 300	950 782	491 069	1 441 851	1 469 069
Circulation et stationnement	17	359 100	403 348		403 348	383 433
Transport collectif						
Transport en commun	18	12 747 800	12 747 743		12 747 743	11 746 986
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	27 125 750	26 351 836	4 477 055	30 828 891	29 491 637

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	800 000	570 317		570 317	871 063
Réseau de distribution de l'eau potable	24	6 212 650	6 313 541		6 313 541	5 995 060
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	1 504 050	1 611 603		1 611 603	1 505 055
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	872 800	901 308		901 308	994 916
Élimination	28	1 684 400	1 684 370		1 684 370	1 665 342
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	477 000	457 669		457 669	421 083
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	504 300	415 932		415 932	322 087
Traitement	32					
Matériaux secs	33	206 300	314 467		314 467	253 382
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	144 700	167 057		167 057	126 482
Autres	39			3 219 511	3 219 511	2 990 653
	40	12 406 200	12 436 264	3 219 511	15 655 775	15 145 123
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	117 600	117 639		117 639	84 321
	44	117 600	117 639		117 639	84 321
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 558 000	1 504 749		1 504 749	1 594 855
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	2 000				2 425
Autres biens	47	153 700	147 591		147 591	146 077
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50	589 700	587 303		587 303	542 699
Autres	51	8 000	8 021	29 991	38 012	35 261
	52	2 311 400	2 247 664	29 991	2 277 655	2 321 317

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>Non audité</b>							
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 805 200	1 750 565		1 750 565		1 772 565
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 355 500	1 180 017		1 180 017		1 198 824
Piscines, plages et ports de plaisance	55	6 899 700	6 916 213		6 916 213		6 532 183
Parcs et terrains de jeux	56	4 175 200	3 735 667		3 735 667		3 522 834
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	174 400	148 488		148 488		141 157
Autres	59	728 400	736 742	2 105 307	2 842 049		2 836 658
	60	15 138 400	14 467 692	2 105 307	16 572 999		16 004 221
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 692 300	1 552 083		1 552 083		1 565 660
Bibliothèques	62	3 618 400	3 503 855		3 503 855		3 494 075
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	541 400	551 746		551 746		541 015
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	1 657 600	1 657 634	249 875	1 907 509		1 797 974
	66	7 509 700	7 265 318	249 875	7 515 193		7 398 724
	67	22 648 100	21 733 010	2 355 182	24 088 192		23 402 945
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>							
	68						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	2 827 300	2 601 832		2 601 832		2 923 803
Autres frais	70	500 900	27 393		27 393		198 328
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72						
	73	3 328 200	2 629 225		2 629 225		3 122 131
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>							
	74	10 180 600	10 819 274	( 10 819 274 )			

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil municipal de  
Ville de Pointe-Claire

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de Pointe-Claire (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

**Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel**

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

[Original signé par]

1

Montréal

---

(1) CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no 117472

DATE 2016-04-26

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		119 099 657
<b>Ajouter</b>			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<u>                    </u>
<b>Déduire</b>			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8	681 814	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u>                    </u>	10 <u>681 814</u>
<b>Revenus de taxes</b>	11		<u>118 417 843</u>



**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 1 <sup>er</sup> janvier 2015 <sup>2</sup>	1 <u>5 208 307 611</u>
Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 31 décembre 2015 <sup>2</sup>	2 <u>6 067 911 908</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>5 638 109 760</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL <sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>61 053 278</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>5 638 109 760</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2015</b>	6 <span style="border: 1px solid black; padding: 0 2px;"> </span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 2px;">1</span> , <span style="border: 1px solid black; padding: 0 2px;">0</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 2px;">8</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 2px;">2</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 2px;">9</span> / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES <sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 <sup>er</sup> janvier 2015 <sup>2</sup>	7 _____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 <sup>2</sup>	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 <u>                    </u>

---

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

		<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	4 656 700	3 324 606	4 318 870
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	3 956 700	3 217 439	4 087 837
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	13 536 600	7 043 265	6 731 623
Ponts, tunnels et viaducs	7	45 000		
Systèmes d'éclairage des rues	8		118 945	165 628
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	1 000 000	393 244	218 124
Autres infrastructures	11	130 000	24 600	139 672
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	480 000	48 755	191 920
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 710 000	2 374 858	154 317
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	550 000	756 802	998 170
Ameublement et équipement de bureau	18	483 300	138 742	148 250
Machinerie, outillage et équipement divers	19	403 000	289 520	129 668
Terrains	20			
Autres	21		651 379	156 188
	22	26 951 300	18 382 155	17 440 267

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		3 324 606	4 318 870
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		3 217 439	4 087 837
Autres infrastructures	27		7 580 054	7 255 047
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		4 260 056	1 778 513
	34		18 382 155	17 440 267

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	82 166 394		9 425 399	72 740 995
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	82 166 394		9 425 399	72 740 995
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9		4 579 400	2 230 703	2 348 697
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	15 213 282		1 670 466	13 542 816
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	55 997 948	(4 579 400)	4 237 843	47 180 705
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	71 211 230		8 139 012	63 072 218
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	10 955 164		1 286 387	9 668 777
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	10 955 164		1 286 387	9 668 777
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	10 955 164		1 286 387	9 668 777
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	10 955 164		1 286 387	9 668 777
	26	82 166 394		9 425 399	72 740 995
Dette en cours de refinancement	27	(                    )		(                    )	
Reclassement / Redressement	28				
	29	82 166 394		9 425 399	72 740 995

**Note**

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	486 600	486 596	437 416
Autres	3	11 126 600	11 121 011	11 781 795
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	16 260 900	16 260 858	16 258 166
Sécurité incendie	5	9 203 000	9 202 990	9 084 132
Sécurité civile	6	42 800	42 778	36 890
Autres	7	235 300	235 277	226 613
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8	42 800	42 778	36 890
Transport collectif	9	12 469 700	12 469 688	11 520 373
Autres	10	278 100	278 055	226 613
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	4 375 200	4 375 214	4 349 680
Matières résiduelles	12	1 684 400	1 684 370	1 665 342
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	123 000	122 986	126 482
Autres	15	623 500	623 498	639 649
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16	48 100	48 125	47 431
Autres	17	69 500	69 514	36 890
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	112 300	112 291	142 292
Rénovation urbaine	19	133 700	133 680	142 292
Promotion et développement économique	20	534 700	534 721	490 117
Autres	21	8 000	8 021	5 270
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	614 900	614 929	600 788
Activités culturelles	23	1 657 600	1 657 633	1 544 131
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	60 130 700	60 125 013	59 399 252

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	101,00	35,00	7 612 647	1 906 274	9 518 921
Professionnels	2	6,00	35,00	321 412	65 942	387 354
Cols blancs	3	235,00	35,00	9 971 266	2 357 560	12 328 826
Cols bleus	4	160,00	36,00	7 595 828	1 848 957	9 444 785
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
Élus	8	502,00		25 501 153	6 178 733	31 679 886
	9	9,00		376 528	98 369	474 897
	10	511,00		25 877 681	6 277 102	32 154 783

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13		86 765			86 765
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		86 766			86 766
Autres	16		1 145 068			1 145 068
	17		1 318 599			1 318 599

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
<b>Administration générale</b>											
Application de la loi	1		27		53		79		105		131
Évaluation	2	486 596	28		54	486 596	80		106	486 596	132
Autres	3	22 495 110	29	636 299	55	23 131 409	81	1 061 893	107	22 069 516	133
	4	22 981 706	30	636 299	56	23 618 005	82	1 061 893	108	22 556 112	134
<b>Sécurité publique</b>											
Police	5	16 260 858	31		57	16 260 858	83		109	16 260 858	135
Sécurité incendie	6	9 202 990	32		58	9 202 990	84		110	9 202 990	136
Sécurité civile	7	2 258 825	33		59	2 258 825	85	172 958	111	2 085 867	137
Autres	8	295 479	34	101 236	60	396 715	86	82 700	112	314 015	138
	9	28 018 152	35	101 236	61	28 119 388	87	255 658	113	27 863 730	139
<b>Transport</b>											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	10 249 870	36	3 432 130	62	13 682 000	88		114	13 682 000	140
Enlèvement de la neige	11	2 000 093	37	553 856	63	2 553 949	89		115	2 553 949	141
Autres	12	1 354 130	38	491 069	64	1 845 199	90	103 608	116	1 741 591	142
Transport collectif	13	12 747 743	39		65	12 747 743	91		117	12 747 743	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	26 351 836	41	4 477 055	67	30 828 891	93	103 608	119	30 725 283	145
<b>Hygiène du milieu</b>											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	570 317	42		68	570 317	94	300 805	120	269 512	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	6 313 541	43		69	6 313 541	95		121	6 313 541	147
Traitement des eaux usées	18		44		70		96		122		148
Réseaux d'égout	19	1 611 603	45		71	1 611 603	97	183 336	123	1 428 267	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	2 585 678	46		72	2 585 678	98		124	2 585 678	150
Matières recyclables	21	1 188 068	47		73	1 188 068	99		125	1 188 068	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	167 057	50		76	167 057	102		128	167 057	154
Autres	25		51	3 219 511	77	3 219 511	103		129	3 219 511	155
	26	12 436 264	52	3 219 511	78	15 655 775	104	484 141	130	15 171 634	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
<b>Santé et bien-être</b>													
Logement social	157		172		187		202		217			232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218			233	
Autres	159	117 639	174		189	117 639	204		219		117 639	234	
		160	117 639	175		190	117 639	205		220	117 639	235	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>													
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 504 749	176		191	1 504 749	206		221		1 504 749	236	
Rénovation urbaine	162	147 591	177		192	147 591	207		222		147 591	237	
Promotion et développement économique	163	587 303	178		193	587 303	208		223		587 303	238	
Autres	164	8 021	179	29 991	194	38 012	209		224		38 012	239	
		165	2 247 664	180	29 991	195	2 277 655	210		225	2 277 655	240	
<b>Loisirs et culture</b>													
Activités récréatives	166	14 467 692	181	2 105 307	196	16 572 999	211	4 576 295	226		11 996 704	241	589 725
Activités culturelles													
Bibliothèques	167	3 503 855	182		197	3 503 855	212		227		3 503 855	242	
Autres	168	3 761 463	183	249 875	198	4 011 338	213		228		4 011 338	243	22 463
		169	21 733 010	184	2 355 182	199	24 088 192	214	4 576 295	229	19 511 897	244	612 188
<b>Réseau d'électricité</b>													
	170		185		200		215		230			245	
		171	113 886 271	186	10 819 274	201	124 705 545	216	6 481 595	231	118 223 950	246	2 629 225

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	18 382 155	17 440 267
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	18 382 155	17 440 267

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		2015	2014
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	19 584 559	18 871 477
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	1 111 954	1 111 954
Solde redressé au début de l'exercice	3	20 696 513	19 983 431
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	11 603 129	10 363 850
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(12 911 071)	(9 650 768)
Réserves financières et fonds réservés	8	(915 900)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(2 223 842)	713 082
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	18 472 671	20 696 513
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	7 494 461	12 957 233
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	7 494 461	12 957 233
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(4 227 137)	(11 821 317)
Activités d'investissement	17	(2 661 988)	(3 292 223)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	12 911 071	9 650 768
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	6 021 946	(5 462 772)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	13 516 407	7 494 461
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	3 631 900	5 149 483
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	3 631 900	5 149 483
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	537 490	309 477
Activités d'investissement	27	(1 025 501)	(1 827 060)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	915 900	
Financement des investissements en cours	29	69 615	
	30	497 504	(1 517 583)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	4 129 404	3 631 900

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

	2015	2014
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Solde au début de l'exercice	32 ( 3 813 040 )	( 4 712 054 )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ( 3 813 040 )	( 4 712 054 )
<b>Augmentation de l'exercice</b>		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ( 701 100 )	( 701 100 )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ( )	( )
Autres	37 ( )	( )
Régimes non capitalisés	38 ( 204 300 )	( 204 300 )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ( )	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ( )	( )
Utilisation du fonds général		
Utilisation du fonds de roulement	41 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ( )	( )
Autres	43 ( 10 847 )	( 6 386 )
	44 ( 10 847 )	( 6 386 )
	45 ( 916 247 )	( 899 014 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ( )	( )
Autre financement	47 ( )	( )
	48 ( 916 247 )	( 899 014 )
<b>Diminution de l'exercice</b>		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
	51	
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>52 ( 2 896 793 )</b>	<b>( 3 813 040 )</b>
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Solde au début de l'exercice	53 (12 217 558)	(11 246 236)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54 801 560	
Solde redressé au début de l'exercice	55 (11 415 998)	(11 246 236)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	56 (13 031 789)	(169 762)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59 (69 615)	
	60 (13 101 404)	(169 762)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>61 (24 517 402)</b>	<b>(11 415 998)</b>
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Solde au début de l'exercice	62 135 580 020	120 196 417
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63 10 955 164	12 101 608
Solde redressé au début de l'exercice	64 146 535 184	132 298 025
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	
	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 15 303 390	14 237 159
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>68 161 838 574</b>	<b>146 535 184</b>



**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 361 840	2	3	4	5 69 616 ( )	6	7 431 456
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ( )	13	14
	15 361 840	16	17	18	19 69 616 ( )	20	21 431 456

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 9 □ 0 □ 6 □ 4 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 9 □ 0 □ 6 □ 4 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 3 , □ 7 □ 7 □ 0 □ 5 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 3 , □ 9 □ 8 □ 8 □ 4 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 8 □ 1 □ 2 □ 8 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		<b>Par unité de logement</b>	
Eau	1	[ ][ ][ ][ ] , [ ][ ]	\$
Égout	2	[ ][ ][ ][ ] , [ ][ ]	\$
Eau et égout	3	[ ][ ][ ][ ] , [ ][ ]	\$
Traitement des eaux usées	4	[ ][ ][ ][ ] , [ ][ ]	\$
Matières résiduelles	5	[ ][ ][ ][ ] , [ ][ ]	\$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6	[ ][ ] , [ ][ ][ ][ ]	%
---	-----------------------	---

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
 2 - du mètre carré  
 3 - du mètre linéaire  
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
 6 - % de la valeur locative  
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
<b>Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement</b>			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 451,boul. Saint-Jean  
(no) (rue)  
Pointe-Claire H9R 3J3  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 630-1300  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 630-1257  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel marie-josée.boissonneault@pointe-claire.

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Marie-Josée Boissonneault

Téléphone (951) 406-3012 03  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 630-1257  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel marie-josée.boissonneault@pointe-claire.

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Raymond Chabot Grant Thornton,s.e.n.c.l

Titre CPA,CA

Adresse 600 rue de la Gauchetière ouest  
(no) (rue)  
Montréal H3B 4L8  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 878-2691  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 878-2127  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel regimbal.christine@rcgt.com

Responsable du dossier Christine Regimbal

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
\_\_\_\_\_  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1 .....  
.....

Facteur comparatif

2 .....  
.....

Valeur uniformisée

3 \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Marie-Josée Boissonneault , atteste que le rapport financier de Pointe-Claire pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-05-03 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Pointe-Claire .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Pointe-Claire consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Pointe-Claire détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 7 413 841 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,0829 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-25 15:53:02

Date de transmission au Ministère : 2016/05/06

# Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2015

*Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.*

Nom : Pointe-Claire

**Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire**

**Québec** 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>				
Fonctionnement	1	130 121 900	133 294 414	131 872 852
Investissement	2		1 454 197	936 918
	3	130 121 900	134 748 611	132 809 770
<b>Charges</b>	4	130 055 300	127 334 770	124 110 632
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	66 600	7 413 841	8 699 138
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	1 454 197 ) (	936 918 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	66 600	5 959 644	7 762 220
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>				
Amortissement des immobilisations	8	10 180 600	10 819 274	10 310 764
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	7 414 900 ) (	8 139 013 ) (	18 137 152 )
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	1 100 000 ) (	208 680 ) (	184 808 )
Excédent (déficit) accumulé	12	(1 732 300)	2 773 400	10 612 826
Autres éléments de conciliation	13		398 504	
	14	(66 600)	5 643 485	2 601 630
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15		11 603 129	10 363 850

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
<b>Actifs financiers</b>			
Débiteurs	1	19 633 803	19 931 277
Autres	2	22 108 093	30 797 895
	3	41 741 896	50 729 172
<b>Passifs</b>			
Dette à long terme	4	72 740 995	82 166 394
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	4 186 400	5 180 000
Autres	6	20 035 328	18 719 283
	7	96 962 723	106 065 677
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	8	(55 220 827)	(55 336 505)
<b>Actifs non financiers</b>			
Immobilisations	9	224 910 791	217 746 414
Autres	10	852 897	719 111
	11	225 763 688	218 465 525
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>	12	170 542 861	163 129 020

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	18 472 671	20 696 513
Excédent de fonctionnement affecté			
- Réserve - déneigement	14	650 000	650 000
- Réserve - projet 2008	15	8 156	11 795
- Réserve - projet 2009	16		15 000
- Réserve - projet urbanisme	17	279 649	501 567
- Réserve - projet 2011	18	308 749	323 719
- Réserve - projet 2012	19	437 053	961 152
- Réserve - projet 2013	20	1 347 148	2 255 516
- Réserve - projet 2014	21	1 955 071	2 775 712
- Réserve - projet 2015	22	8 530 581	
	23	13 516 407	7 494 461
Réserves financières			
Fonds réservés	24		3 631 900
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	4 129 404	
Financement des investissements en cours	26	(2 896 793)	(3 813 040)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	(24 517 402)	(11 415 998)
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28	161 838 574	146 535 184
	29		
	30	170 542 861	163 129 020

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Fonctionnement</b>				
Taxes	1	117 168 800	117 218 646	117 514 029
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 508 800	1 749 125	1 808 712
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 910 200	1 318 599	1 031 305
Services rendus	5	5 191 100	6 481 595	5 666 781
Autres	6	4 343 000	6 526 449	5 852 025
	7	130 121 900	133 294 414	131 872 852
<b>Investissement</b>				
Taxes	8		1 199 197	12 908
Quotes-parts	9			
Transferts	10			801 560
Autres	11		255 000	122 450
	12		1 454 197	936 918
	13	130 121 900	134 748 611	132 809 770

*Extrait du rapport financier, page S14*

**SOMMAIRE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	486 600	486 596	486 596	437 416
Autres	2	23 303 050	22 495 110	636 299	22 219 572
Sécurité publique					
Police	3	16 260 900	16 260 858	16 260 858	16 258 166
Sécurité incendie	4	9 203 000	9 202 990	9 202 990	9 084 132
Autres	5	2 683 900	2 554 304	101 236	2 543 872
Transport					
Réseau routier	6	14 377 950	13 604 093	4 477 055	17 744 651
Transport collectif	7	12 747 800	12 747 743	12 747 743	11 746 986
Autres	8				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9	8 516 700	8 495 461	8 495 461	8 371 178
Matières résiduelles	10	3 744 800	3 773 746	3 773 746	3 656 810
Autres	11	144 700	167 057	3 219 511	3 117 135
Santé et bien-être	12	117 600	117 639	117 639	84 321
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13	1 558 000	1 504 749	1 504 749	1 594 855
Promotion et développement économique	14	589 700	587 303	587 303	542 699
Autres	15	163 700	155 612	29 991	183 763
Loisirs et culture	16	22 648 100	21 733 010	2 355 182	23 402 945
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	3 328 200	2 629 225	2 629 225	3 122 131
Amortissement des immobilisations	19	10 180 600	10 819 274	( 10 819 274 )	
	20	130 055 300	127 334 770	127 334 770	124 110 632

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3